INVESTIR AU CAMEROUN

Octobre 2020 / N° 102

GRANDS CHANTIERS - AGRICULTURE - ENERGIE - MINES - INDUSTRIE - SERVICES - FINANCE

Financement participatif
Une solution pour les jeunes entrepreneurs

Serge Esso, le lobbyiste qui monte

L'Adamaoua perce dans le cacao

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour
l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Les oppositions Facebook

Les réseaux sociaux ont offert à chacun la possibilité de s'exprimer. Ils ont également permis à des millions de petites entreprises de se faire connaître et de trouver des clients sans disposer de budgets de communication conséquents. On ne peut que saluer cette superbe avancée sociale, culturelle et économique.

Mais hélas, comme beaucoup d'inventions, celle-ci n'a pas tardé à être détournée pour des utilisations perverses. Les réseaux sociaux sont devenus un véritable danger pour les démocraties. À coup de fake news et de théories du complot, ils permettent, à la veille d'élections, de manipuler la partie la plus influençable de l'électorat, faisant basculer les 1 ou 2% qui parfois changent le cours de l'histoire.

Il y a plus grave. On voit maintenant fleurir des mouvements politiques d'opposition totalement virtuels : sans ancrage dans les territoires, sans culture de gestion, sans élus, sans respect pour les institutions. Ils se construisent sur des appels à la violence, à la haine, au refus de tout dialogue, aux accusations sans preuve, aux mensonges matraqués, aux documents falsifiés. Ils vivent, échangent, prospèrent dans leur petit univers digital, déconnectés du réel.

Le fléau n'est pas spécifiquement camerounais, il menace toutes les démocraties, même les plus anciennes et les plus puissantes.

Les médias de ces pays seraient bien inspirés de ne plus se faire les caisses de résonnance de ces mouvements anti-démocratiques.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • Cameroun, le printemps du financement participatif

09 • Zone Cemac : le Cameroun est la superstar du Crowdfunding

09 • La fintech camerounaise Guanxi Investment lance la 1ère plateforme de crowdfunding en Afrique centrale

10 • Kiro'o Games, promoteur du financement des PME par Crownfunding

11 • Une start-up locale lève 1,3 milliard de FCFA pour développer son application de services médicaux

LEADER DU MOIS

34 • Le Camerounais Pierre Ngon nommé directeur général du cluster Bénin-Niger de Bolloré Transport & Logistics

INTERVIEW

13 • Serge Esso : « Notre défi est de démontrer qu'un lobbying éthique, efficace et scientifique est possible »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. Mbodiam, Sylvain Andzongo, Idriss Linge, Muriel EDJO.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : **Jérémie FLAUX,**
Corrections : **Souha TOURE**

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Bureau - Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

L'ACTUALITÉ EN BRÈVES

GESTION PUBLIQUE ..... P 19-21
FINANCE ..... P 22-24
AGRICULTURE ..... P 24-25
ENERGIES ..... P 26-28
INFRASTRUCTURES ..... P 29-30
INDUSTRIE ..... P 30-31
SERVICES ..... P 31-32
CEMAC ..... P 32-33

69 253 tonnes

Avec 69 253 tonnes de fèves achetées au cours de la campagne cacaoyère 2019-2020, achevée le 15 juillet dernier, Telcar Cocoa, négociant local de la firme américaine Cargill, est redevenu leader du négoce du cacao au Cameroun, avec 24,6% des parts de marché. Selon les statistiques de l'Office national du cacao et du café (ONCC), au cours de la campagne précédente, Telcar Cocoa avait perdu ce leadership, au profit de Sic Cacaos, filiale du Suisse Barry Callebaut.

En effet, au terme de la campagne cacaoyère 2018-2019, cet opérateur de la première transformation avait capté 22,2% des fèves commercialisées dans le pays, contre 19,9% pour Telcar Cocoa. Cette entreprise subissait ainsi les conséquences de la crise socio-politique en cours dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, jadis principal bassin de production de cacao du pays et terreau de l'activité de Telcar Cocoa.

50 000 hectares

Le 12 septembre 2020, la société Camvert a lancé la mise en terre des 236 000 premiers plants de sa palmeraie industrielle, en cours de création dans la localité de Campo, dans la région du Sud du pays. Ces plants seront plantés dans un premier temps sur 1500 hectares. Suivra une extension de la plantation à 5000 hectares en 2021. Selon les porteurs de ce projet, l'objectif à terme est de mettre sur pied 50 000 hectares de palmeraies.

Le projet, qui permettra de créer 8000 emplois directs dans la localité de Campo, intègre la construction d'unités de transformation, qui auront une capacité de production globale de 180 000 tonnes d'huile de palme par an, et 18 000 tonnes d'huile de palmiste. Camvert lance son projet agro-industriel au moment où le pays affiche un déficit structurel de 130 000 tonnes d'huile de palme chaque année.

6%

Selon les statistiques du ministère des Travaux publics, au 31 juillet 2020, le Cameroun comptait un réseau routier global long de 121 501,5 km. À en croire la même source, 7 252,8 km étaient bitumés à la date de référence, dont 78,5 km d'autoroute. Ce qui représente un taux de 5,9% au total. Le reste du réseau routier, soit 114 249 km au total, est constitué de routes en terre.

En ce qui concerne les autoroutes, le linéaire de 78,5 km qui figure dans les données du ministère des Travaux publics intègre les 40 km (Yaoundé-Bibodi) déjà construits de l'autoroute Yaoundé-Douala, ainsi que l'autoroute en construction entre Kribi et Lolabé, longue de 38,5 km, dans la région du Sud du pays. Cette infrastructure permettra de desservir le port en eau profonde construit dans cette cité balnéaire.

521 milliards de FCFA

Au cours de la période 2020-2031, Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, annonce des besoins d'investissements d'un montant de 795 millions d'euros, soit 521 milliards de FCFA, apprend-on dans les documents officiels de l'entreprise. Mais, à en croire cette société contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis, la mobilisation de cette enveloppe est loin d'être un acquis.

« Seul l'assainissement durable des finances du secteur de l'énergie permettra le retour de la confiance des investisseurs et la levée des fonds nécessaires à ces investissements », indique Eneo dans son bulletin d'information du mois d'août 2020. En effet, depuis plusieurs mois, Eneo fait face à des tensions de trésorerie récurrentes, consécutives au non-paiement des factures par certains grands consommateurs, notamment l'État et ses démembrements. Depuis quelques mois, le gouvernement a néanmoins entrepris d'éponger ses impayés.

LE FRANÇAIS GEOCOTON PROPOSE DES INVESTISSEMENTS DE 60 MILLIARDS DE FCFA SUR 7 ANS, POUR PRENDRE LE CONTRÔLE DE LA SODECOTON

Le PDG de Geocoton, un groupe français détenant des actifs dans la filière coton africaine, dont 30% du capital de la Société de développement du coton (Sodecoton), a débarqué au Cameroun en juillet 2020. Au terme d'une audience au palais de l'Unité, avec le secrétaire général de la présidence de la République, Abbas Jaber n'a pas caché les ambitions du groupe qu'il dirige pour le Cameroun.
« Le Cameroun est aujourd'hui au centre des intérêts du groupe Advens-Geocoton, de la France et même de l'Union européenne de manière générale. Le Cameroun est un pays géographiquement stratégique pour l'Afrique. Il est entouré de géants et d'une population qui est en très grande croissance démographique. Dans les 20 années à venir, votre voisin nigérian passera à 400 voire 500 millions d'habitants. Il va falloir nourrir cette population. Je ne parle pas de la croissance démographique qu'il y a également au Cameroun. Le Cameroun est le grenier de l'Afrique centrale, nous en sommes persuadés… », a indiqué le PDG de Geocoton au sortir de l'audience avec Ferdinand Ngoh Ngoh.

Prise de participation majoritaire
Fort de ces atouts dont recèle le Cameroun, apprend-on de sources autorisées, Geocoton ambitionne clairement de prendre le contrôle de la Sodecoton, en devenant l'actionnaire majoritaire de l'entreprise. Cette option d'une prise de participation majoritaire, discrètement soumise aux autorités camerounaises, soutient le groupe agro-industriel français, permettrait *« de libérer le potentiel de l'entreprise, et ainsi contribuer à l'émergence voulue par le chef de l'État »*.

Pour aguicher l'État du Cameroun, qui contrôle 59% des actifs de la Sodecoton, Geocoton propose un plan d'investissements de 60 milliards de FCFA, sur une période de 7 ans. Celui-ci prévoit, apprend-on de bonnes sources, la modernisation des 9 usines pour dépasser les 42% de rendement et atteindre une capacité de transformation de 2 500 tonnes par jour ; l'augmentation du rendement égrenage avec un objectif de 43% ; la construction de trois nouvelles usines d'égrenage dans la perspective d'une production de 600 000 tonnes de coton graine dès 2025.

Il est également prévu l'optimisation énergétique grâce au solaire (Geocoton vient d'acquérir en France une entreprise opérant dans le domaine, NDLR), ce qui devrait permettre une autonomie énergétique ; l'accroissement du parc logistique de l'entreprise avec au moins 100 camions neufs ; la construction d'entrepôts afin d'augmenter le stockage à 80 000 T de coton graine ; et la modernisation des deux huileries de la Sodecoton, de manière à accroitre les ventes d'huiles à 2 millions de cartons par an, ainsi que la production d'aliment pour le bétail.

Le milliardaire Baba Danpullo
Mais, à en croire nos sources, bien qu'ambitieux et opportun pour le développement de la Sodecoton, ce plan d'investissements ne remporterait pas pour l'instant les faveurs de la partie camerounaise, du moment qu'il est assorti d'une option de contrôle du capital de l'entreprise. En clair, apprend-on, à cause du caractère sensible de la Sodecoton, pour la préservation d'un certain équilibre socio-économique dans la partie septentrionale du Cameroun, l'État n'est pas disposé à céder une part de ses actifs dans l'entreprise au profit de Geocoton.

Les mêmes sources révèlent que le milliardaire camerounais Baba Danpullo, qui contrôle également 11% des actifs de l'entreprise et ne rechignerait pas à augmenter son portefeuille d'actifs, ne verrait pas non plus d'un bon œil une cession desdits actifs à Geocoton.

La Sodecoton devrait clôturer la campagne cotonnière 2019-2020 avec une perte de 5,6 milliards de FCFA, selon les prévisions officielles. Si l'on ajoute à cette enveloppe les 36 milliards de FCFA de pertes enregistrées entre 2014 et 2016, le fleuron de l'agro-industrie dans les trois régions septentrionales du Cameroun aura perdu plus de 40 milliards de FCFA en quatre campagnes, malgré la relative reprise observée entre 2017 et 2019, grâce à un plan de restructuration validé dès 2017.

Mais en dépit de ces pertes, qui ne semblent pas prêtes de s'estomper à cause de « la chute brutale et continue » des cours mondiaux du coton, d'une part, et d'un taux de rendement de ses usines de transformation de seulement 42% en 2020, d'autre part, cette entreprise continue de voir grand en termes de production. En effet, la Sodecoton, qui encadre plus de 250 000 producteurs dans le Septentrion camerounais, se rapproche de plus en plus de son ambition d'atteindre un niveau de production de 600 000 tonnes dès 2025, contre 328 000 tonnes projetées en 2020.

Brice R. Mbodiam

CAMEROUN, LE PRINTEMPS DU FINANCEMENT PARTICIPATIF

Au Cameroun, comme dans la plupart des pays africains, l'accès aux financements est un véritable caillou dans la chaussure des PME. Selon différents rapports officiels, il n'est pas rare que les établissements de crédit fassent plus confiance aux particuliers qu'aux PME, en matière d'octroi de prêts. Au second semestre 2019, par exemple, les particuliers de la Cemac ont capté 18% (8,4% au second semestre 2018) des crédits bancaires, contre seulement 14,6% pour les PME installées dans cet espace communautaire, selon un rapport officiel de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac). Face à cette réalité, que tardent à éradiquer les nombreuses initiatives publiques et privées destinées à faciliter l'accès des PME aux financements, les start-ups camerounaises se sont engouffrées dans la brèche du crowdfunding. Il s'agit d'un mécanisme qui consiste, pour un porteur de projet en quête de financements, à céder une part des actifs de ce projet sur une plateforme en ligne dédiée au financement participatif, afin d'aguicher des investisseurs qui en deviennent des actionnaires en cas de prise de participation. L'originalité du projet, son impact social et de nombreuses autres astuces marketing généralement utilisées par les porteurs de projets sont souvent les principaux gages de succès d'une opération de crowdfunding.
Contrairement aux rudes conditionnalités des prêts bancaires, le crowdfunding se veut plus flexible. Mieux, il s'agit d'un appel de fonds qui s'adresse à un très large éventail de potentiels souscripteurs, qui peuvent alors mettre à disposition du projet à financer, même les enveloppes financières les plus modiques. Encore embryonnaire au Cameroun, en comparaison avec certains pays africains plus avancés dans le domaine, le crowdfunding s'enracine cependant très rapidement dans le pays et prend de plus en plus du galon en termes de volumes des financements captés.
Pour preuve, alors que l'ensemble des opérations de levées de fonds via ce mécanisme culminait encore à un milliard de FCFA en 2017, selon les chiffres de la Banque centrale, il n'est plus rare qu'une seule start-up camerounaise lève ce montant de nos jours. Le succès du financement participatif est tel que même le gouvernement s'intéresse déjà à ce mécanisme, que le ministre des Finances, Louis Paul Motazé, perçoit désormais comme un levier à actionner pour développer les PME locales.

Brice R. Mbodiam

Zone Cemac : le Cameroun est la superstar du Crowdfunding

Dans une *« Lettre de recherche »* publiée début 2018, la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), institut d'émission des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), s'est intéressée, entre autres sujets, au « crowdfunding ». Cette technique de recherche des capitaux permet aux porteurs de projets de les financer, grâce à des contributions plus ou moins modestes, provenant d'un nombre important de pourvoyeurs de fonds, généralement via des plateformes en ligne dédiées.
Au sein de la Cemac (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad), indique la Beac, le financement par le biais du crowdfunding reste encore marginal, comparé aux champions africains (Kenya, Ouganda, Rwanda, RD Congo, etc.). Mais, indique la Banque centrale des États de la Cemac, l'activité d'une des plateformes majeures de financement des projets en Afrique, Kiva en l'occurrence, montre que sur les 348 162 prêts recensés en septembre 2017, *« le Cameroun est le seul pays représenté de la sous-région, avec 4 421 projets financés, pour un total de 1,1 milliard FCFA, soit 0,74% du montant total levé sur le continent »*.
Le taux de croissance des prêts obtenus par les start-uppeurs camerounais sur la plateforme Kiva, a été de 42,8% entre juin et septembre 2017. *« À ce rythme, le total des fonds levés par le Cameroun sur cette plateforme pourrait ainsi être multiplié par un facteur égal à 17, en 2025 »*, souligne la Beac. À en croire la même source, même si plus de 99% des projets actuellement financés via le crowdfunding dans l'espace Cemac le sont sur des plateformes étrangères, au moins deux sites internet de financement participatif ont été créés dans la sous-région. Il s'agit de *« G-Starters »*, au Gabon, et de *« Guanxi Invest »*, au Cameroun.

La fintech camerounaise Guanxi Investment lance la 1ère plateforme de crowdfunding en Afrique centrale

Deux jeunes camerounais, étudiants en finance en France, ont, depuis 2017, lancé une plateforme de financement participatif, permettant aux entreprises de pouvoir lever des fonds auprès du grand public, en leur cédant des actions. À travers cette initiative, la fintech camerounaise spécialisée dans l'equity crowdfunding dit apporter une solution au financement des petites pousses, confie Cédric Ngondi, l'un des cofondateurs de Guanxi Investment.
Afin de véritablement *« démocratiser l'investissement »*, les promoteurs de cette plateforme de financement participatif ont fixé le prix unitaire des titres à céder aux potentiels

acquéreurs à 10 000 FCFA. En plus de l'equity crowdfunding, la start-up basée à Akwa, quartier d'affaires de la capitale économique camerounaise, propose également aux entreprises un service de conseil en affaires.
« À l'origine de cette entreprise d'un nouveau genre, deux jeunes camerounais de la diaspora avertis sur la grande nécessité d'investir dans les PME camerounaises, porteuses de croissance pour l'ensemble de l'économie, et persuadés que le financement participatif a toujours fait partie du patrimoine culturel africain », explique Cédric Ngondi.

Kiro'o Games, promoteur du financement des PME par Crownfunding

Le 4 mars 2020, le ministre camerounais des Finances, Louis Paul Motaze, a effectué une descente dans les locaux de la start-up camerounaise Kiro'o Games. Ce membre du gouvernement, qui a présidé le 20 février 2020 à Douala un atelier sur le thème *« Crownfunding : financement participatif au service des petites et moyennes entreprises »*, est allé se faire expliquer le programme Kiro'o Rebuntu.

Il s'agit d'un programme d'accompagnement et de coaching des start-ups dans le financement participatif, lancé il y a quelques années par Kiro'o Games. *« Kiro'o Rebuntu est une solution au problème de financement de la PME camerounaise. En la mettant en place, vous aidez l'État à résoudre un problème crucial pour son économie. Nous sommes disposés à vous accompagner et nous le ferons »*, a promis le ministre des Finances, au sortir des échanges avec les responsables de Kiro'o Games.

Grâce à son programme Kiro'o Rebuntu, et surtout à la faveur de l'accompagnement étatique promis par le ministre des Finances, la start-up Kiro'o Games pourrait bien devenir le laboratoire du crowdfunding au Cameroun. Comme pour montrer l'intérêt qu'il accorde au travail de cette start-up en matière de promotion du financement participatif, Louis Paul Motaze a d'ailleurs invité son promoteur, Olivier Madiba, à une session du Comité national du crédit, afin de partager avec les autres membres de cette instance son expérience dans le crowdfunding.

Premier studio de jeux vidéo en Afrique centrale, Kiro'o Games, de par ses activités, a forcé l'administration de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac). Dans son rapport 2018, l'institut d'émission des six pays de la Cemac note que cette start-up camerounaise a réussi à financer le plus grand projet de l'industrie vidéoludique d'Afrique francophone, à hauteur de 129,87 millions de FCFA (198 000 euros), par financement participatif.

Baptisé *« Aurion, l'héritage des Kori-Odan »*, ce jeu vidéo est toujours en étude à Hollywood, aux États-Unis, pour une éventuelle adaptation cinématographique. Le projet est managé par Good Fear Film, une entreprise gérée par Chris Bender et Jake Weiner, qui a obtenu le droit d'étudier la faisabilité de ce projet.

Au premier trimestre 2019, Kiro'o Games a lancé une nouvelle opération de levée de fonds par crowdfunding, afin de mobiliser un million de dollars pour le développement de ses activités. Au 11 novembre de la même année, une enveloppe de 600 000 dollars, soit environ 275 millions de FCFA, avait déjà été mobilisée.

Brice R. Mbodiam

Une start-up locale lève 1,3 milliard de FCFA pour développer son application de services médicaux

Alain Nteff, promoteur de la start-up Healthlane, qui a mis au point une application éponyme, a annoncé le 7 septembre 2020 sur son compte Twitter avoir clôturé, avec succès, une opération de lever de fonds visant à mobiliser une enveloppe de 1,3 milliard de FCFA. Cette levée de fonds s'est faite par crowdfunding, une technique de financement participatif très usitée par les start-ups. L'argent récolté par le jeune ingénieur en informatique de 28 ans, diplômé de l'École nationale polytechnique de Yaoundé, la capitale camerounaise, servira à développer l'application Healthlane, qui revendique déjà plus de 60 000 utilisateurs au Cameroun et au Nigeria. Il s'agit d'une plateforme combinant des services médicaux à distance et sur le terrain, qui est un point de rencontre entre particuliers, médecins, hôpitaux et autres pharmacies.

« Ne passez pas 5 heures à attendre pour recevoir des soins. Prenez rendez-vous avec healthlane et soyez reçu immédiatement à votre arrivée. (…) Un médecin affecté à la santé de votre famille, vous permettant de prendre des décisions éclairées et vous offrant des services de santé illimités », peut-on lire sur cette plateforme, qui permet également d'obtenir des consultations à distance, des visites médicales à domicile, des livraisons de médicaments…

Healthlane est la seconde trouvaille du jeune entrepreneur camerounais Alain Nteff, après GiftedMom. Cette autre application de services médicaux rappelle aux femmes enceintes, par SMS, les dates de leurs visites prénatales dans les hôpitaux, ou encore les dates de vaccination pour les enfants.

Grâce à ce service, apprend-on officiellement, le nombre de décès des suites d'accouchements a considérablement diminué dans les zones où le projet GiftedMom est implémenté, et les centres de santé partenaires ont vu leur taux de consultations prénatales augmenter de 35% en 2 ans. L'innovation GiftedMom a permis au jeune start-uppeur camerounais de remporter plusieurs prix à l'international.

L'établissement de microfinance Apesa Fund se positionne sur le financement participatif

En ouvrant une nouvelle agence à Yaoundé, le 29 novembre 2018, après celle de Douala, dans la capitale économique du pays, Jean Calvin Mbayen Mbayen, l'administrateur-directeur général (ADG) de l'institution de microfinance Apesa Fund, a fait une annonce peu ordinaire dans un contexte caractérisé par la fragilité du secteur de la microfinance au Cameroun.

À Yaoundé, M. Mbayen Mbayen a indiqué qu'Apesa Fund, d'un capital de 500 millions FCFA, contrôlé par des Camerounais à hauteur de 65%, lance une offre dans le financement participatif en ligne, encore appelé « crowdfunding ». *« Nous travaillons sur ce nouveau produit qui vous permettra, en tant qu'investisseur, de financer les projets en ligne. L'entrepreneur peut aussi bénéficier des financements en ligne »*, a indiqué l'ADG de cet établissement financier, qui bénéficie du soutien d'investisseurs tels que le pétrolier camerounais Gulfin, ou encore la multinationale Sofimar.

Algo Drone à la conquête du marché des drones, grâce à une levée de fonds clôturée à plus d'un milliard de FCFA

Promoteur de la start-up camerounaise Will & Brothers, qui lança notamment le tout premier service de drone civil dans le pays, William Elong, qui a récemment lancé Algo Drone, une holding basée en Allemagne, a réussi le closing de son opération de levée de fonds annoncée début 2018, à 2 millions d'euros, soit un peu plus de 1,3 milliard de FCFA.

Le jeune camerounais, qui a soufflé sur sa 27e bougie le 15 janvier 2020, indique que ces financements, mobilisés auprès des investisseurs, permettront à Algo Drone de développer le volet recherche et développement, puis de lancer la conquête du marché international avec les drones « made in Cameroon » et « Cyclop », son offre d'intelligence artificielle.

« La première levée de fonds (environ 124 millions FCFA, NDLR) nous a permis d'acquérir de l'expertise, la seconde nous permet de grandir (…) Les contributeurs sont étrangers. Je suis content d'avoir un board international, qui m'apporte plus de 30 ans d'expérience d'un coup… », commente le jeune entrepreneur camerounais, qui dit avoir déjà reçu de nombreuses commandes en provenance d'Afrique centrale et de l'Ouest, depuis la présentation officielle des premiers drones fabriqués au Cameroun, le 2 février 2018.

« Nous avons reçu commande d'une centaine de drones. Mais, nous n'avions pas la capacité de production suffisante pour adresser la demande. Nous avons fait les ajustements nécessaires sur le dernier semestre de l'année 2018, lesquels ajustements ont porté leurs fruits au cours du dernier trimestre. En effet, entre octobre et décembre 2018, nous avons enregistré plus de commandes qu'en 2 ans. Il fallait juste accepter de céder une partie de la chaine de production à des partenaires techniques, notamment sur la partie matérielle, tout en gardant en interne la propriété intellectuelle et la partie logicielle du drone », confie-t-il.

Une levée de fonds en ligne pour financer un jeu vidéo dédié à la star du foot Samuel Eto'o

Le studio de création de jeu vidéo SDK Games Africa a lancé en 2016, un crowdfunding afin de lever la somme de 25 000 dollars, environ 14 millions de FCFA, afin de réaliser MooEtoo, le premier jeu vidéo dédié à la star du football camerounais Samuel Eto'o, a-t-on appris dans un communiqué officiel. Le jeu, censé être disponible au bout de 12 à 14 mois, reste attendu.

Pour aguicher les contributeurs, indiquent les promoteurs de SDK Games Africa, *« des cadeaux (ont été) réservés à chaque contributeur en fonction du montant donné. Il s'agit d'une large gamme de cadeaux : un mail de remerciement, une carte postale numérique du jeu, la mention du nom du donateur dans le jeu, la possibilité de recevoir une copie du jeu deux semaines avant son lancement officiel, la possibilité de tester une scène du jeu pendant son développement, la possibilité d'avoir son image dans le jeu et bien d'autres »*.

Serge Esso

« NOTRE DÉFI EST DE DÉMONTRER QU'UN LOBBYING ÉTHIQUE, EFFICACE ET SCIENTIFIQUE EST POSSIBLE »

Ancien cadre de multinationales, aussi bien au Cameroun qu'à l'étranger, ce lobbyiste, réputé excellent négociateur dans les partenariats d'affaires, a récemment lancé à Douala la firme Glencoe Advisory, spécialisée dans le conseil et l'accompagnement des investisseurs en Afrique francophone subsaharienne. Dans cet entretien, il lève un pan de voile sur la science de la négociation et ses ambitions. Il jette par ailleurs un regard sur l'entreprenariat et le climat des affaires au Cameroun.

Entretien avec Brice R. Mbodiam

Investir au Cameroun : Vous êtes très souvent présenté comme un expert en négociations. De quoi s'agit-il concrètement ?
Serge Esso : Dans nos carrières, nos domaines de responsabilité, ou même dans nos vies personnelles, nous sommes tous amenés, au quotidien, à négocier. Mettre en avant des arguments rationnels qui semblent inébranlables ne suffit pas ; encore faut-il les présenter de la bonne manière et à l'aune de l'ensemble des forces en présence, ainsi que de l'environnement.
Globalement, les négociations désignent toute interaction dans laquelle il faut réussir à concilier dans un accord, des intérêts divergents. C'est avant tout un processus de dialogue. La négociation apparaît ainsi comme une solution alternative à l'usage de la force, du droit ou de l'autorité lorsqu'il s'agit de mener des affaires, d'entreprendre un projet, de prendre une décision ou de gérer un conflit.

« Il faut bien appréhender l'intérêt de l'Etat, sa vision, sa politique, sa stratégie de développement, et déployer son activité en adéquation avec celui-ci »

Le monde évolue constamment dans le domaine des échanges économiques ; et nous assistons à un réel engouement pour une Afrique parfois complexe à comprendre. Cela est généralement causé par un déficit d'informations fiables, une méconnaissance des réalités du contexte local, ce qui a souvent conduit à un scepticisme ou renoncement des investisseurs mondiaux à considérer l'Afrique comme une priorité malgré son potentiel.
Nous avons pu développer, au fil des années, une compréhension du labyrinthe entre les investisseurs potentiels et les pays de destination de ces investissements. Nous avons souvent dû mettre en adéquation la stratégie et les orientations des investisseurs avec les visées socioéconomiques et politiques des institutions les accueillant.
Notre expertise réside alors dans l'anticipation des divergences et le cas échéant, la résolution anticipée de désaccords entre parties interdépendantes. Nous emmenons nos clients (les investisseurs étrangers au Cameroun) et toutes les parties prenantes (les institutions étatiques notamment), qui encadrent leurs activités, à trouver une concordance entre leurs intérêts économiques et socio-politiques respectifs.

IC : Sur la base d'exemples concrets, quels peuvent être les incidences d'une bonne ou une mauvaise négociation sur l'activité d'une entreprise ?
SE : L'incidence d'une mauvaise négociation sur l'activité d'une entreprise n'est plus à démontrer. Les exemples de révoltes sociales liées à une mauvaise communication/négociation entre les entreprises et leurs salariés ou syndicats sont légion ;

« Les pouvoirs publics gagneraient, au-delà de l'économie numérique, à faire émerger une administration véritablement digitale ».

tout autant que les exemples d'entreprises en désaccord avec les autorités locales, qui ont dû abandonner leurs activités dans le pays d'accueil avec tout ce que cela comporte comme conséquences…
La négociation se fait à tous les niveaux de l'activité, et avec absolument toutes les parties prenantes. Chaque partie prenante a la capacité d'enrayer la mécanique et la gripper, voire même stopper l'activité si elle n'est pas appréhendée et gérée de manière appropriée. Depuis la masse salariale jusqu'aux institutions, en passant par les fournisseurs ou les clients de l'entreprise, la société civile, les médias et la vox populi, la bonne négociation est primordiale au fonctionnement efficient de l'entreprise.
La négociation des salaires, la fixation des prix des produits, la négociation d'abattements fiscaux, l'obtention de licences et autres autorisations, l'instauration et le maintien de bonnes relations avec les institutions et les États sont autant d'éléments qui se négocient et dont peut dépendre la survie de l'entreprise.

IC : Il est répandu dans l'opinion que dans le cadre d'une négociation entre partenaires d'affaires, des méthodes peu orthodoxes, telles que la corruption, peuvent être convoquées. Qu'en dites-vous ?
SE : Le monde et l'Afrique en particulier sont en train de vivre de grands changements et même une révolution sur le plan de la conformité. Nous aspirons à un assainissement du monde des affaires et à une bonne gouvernance de plus en plus répandue.
Le lobbying et la négociation ont par-

fois été assimilés à de la corruption. Notre défi est de démontrer qu'un lobbying éthique, efficace et scientifique est possible, et c'est ce que nous faisons depuis quelques années avec un certain succès. En tant qu'Africains, nous connaissons les dégâts de la corruption et nous sommes déterminés à aider à empêcher la destruction de l'héritage des générations futures à cet égard.
Par ailleurs, les institutions internationales et nationales, ainsi que les grandes firmes multinationales et les investisseurs internationaux ont mis en place des règles strictes de compliance qu'aucune entreprise d'envergure ne saurait prendre le risque d'ignorer, sous peine de graves répercussions (SOX, AML, FCPA...). Chez Glencoe Advisory, nous mettons en avant la satisfaction des intérêts réels des parties et le respect des règles de gouvernance ; la corruption étant un puits sans fonds qui ne profite véritablement à personne, bien au contraire.

IC : Dans votre parcours professionnel, vous avez essentiellement travaillé pour le compte des multinationales étrangères. Que pensez-vous des entreprises et des opérateurs économiques camerounais, en général ?
SE : L'évolution de cette carrière au sein de multinationales étrangères s'est faite par la force des choses, et certainement pas par volonté d'éviter les entreprises camerounaises. Si l'occasion s'était présentée pour apporter une expertise aux entreprises camerounaises, cela aurait été fait avec beaucoup de fierté et de passion.
Le Cameroun est un pays de grandes opportunités et les entrepreneurs camerounais sont connus pour leur audace et leur opiniâtreté. Malgré un contexte économique et socio-politique souvent difficile à appréhender, nous arrivons à compter parmi nos compatriotes, des hommes et femmes d'affaires chevronnés, qui paraissent dans les classements des plus grandes fortunes d'Afrique. C'est dire à quel point les opérateurs économiques camerounais sont dignes de respect et méritent que leur soit proposé un encadrement des affaires digne de leurs capacités et de leur force de proposition.
Cela dit, ces entreprises gagneraient à s'arrimer régulièrement aux standards internationaux de pratique des affaires, ainsi qu'à un meilleur traitement du premier capital d'une entreprise qui est ses ressources humaines.

IC : À l'aune de votre expérience dans les multinationales et de celle de conseil en investissements, quelles sont, selon vous, les principales faiblesses des entreprises camerounaises ? Comment peut-on y remédier ?
SE : Les entreprises camerounaises comme toutes les entreprises dans le monde font face à des défis liés à leur environnement. Plutôt que de parler de faiblesses, nous pensons que les entreprises camerounaises ont des challenges à relever. Le premier d'entre eux étant le professionnalisme dans la gestion des affaires. Le constat est fait que beaucoup « d'empires » camerounais sont ancrés dans le carcan familial. Si cela n'est pas un frein en soi, il en devient un si les compétences ne sont pas en adéquation avec les besoins de l'entreprise. Et lorsque tout a été bâti et fonctionne uniquement autour de la personne du promoteur, lorsque celui-ci disparait, le risque est grand que l'empire disparaisse avec lui.
Le deuxième gros challenge des entreprises camerounaises est la gestion de la relation et du service client. Dans un marché concurrentiel, le client est celui qui régule le marché dans un certain sens. Malheureusement, il y'a encore un énorme travail à faire dans ce domaine au Cameroun, alors que les multinationales ont plusieurs longueurs d'avance sur cette question.

IC : Beaucoup de rapports internationaux présentent généralement le Cameroun comme un pays doté d'un environnement des affaires difficile. Quel est l'avis de l'entrepreneur et du Conseil en investissements que vous êtes ?
SE : Notre esprit challengeur et notre expérience nous ont plusieurs fois montré que là où il y'a des difficultés, il y'a des opportunités. L'encadrement des affaires tel que pensé par les politiques a pour seul et unique but d'offrir un cadre protégé et équitable pour l'ensemble des acteurs. S'il reste encore beaucoup à faire dans notre environnement des affaires, nous devons saluer les efforts du gouvernement pour faciliter l'accès du pays aux investisseurs. Il existe des institutions telles l'Agence de promotion des investissements (API), qui sont la preuve s'il en fallait une, que l'État souhaite effacer cette sombre image qui colle à l'environnement des affaires au Cameroun. Nous

« Malgré un contexte économique et socio-politique souvent difficile à appréhender, nous arrivons à compter parmi nos compatriotes, des hommes et femmes d'affaires chevronnés, qui paraissent dans les classements des plus grandes fortunes d'Afrique »

pouvons également parler du code des investissements et les « incentives » prévus pour attirer les IDE (investissements directs étrangers, NDLR). La difficulté réside principalement dans la traduction concrète de cet ensemble de mesures. En effet, il y'a parfois un fossé entre les textes existant (donc de la volonté politique qui est claire), et la mise en œuvre sur le terrain. Il nous revient à tous de contribuer à l'aboutissement de cet idéal.

IC : Quels arguments utiliseriez-vous pour convaincre un investisseur désireux d'investir au Cameroun, mais qui est frileux face à la perception négative que les structures d'évaluation du risque ont pour le pays ?

SE : Dans un environnement où tout est à faire et à refaire, n'importe quel entrepreneur devrait pouvoir trouver son marché. Se concentrer sur la perception négative fait malheureusement perdre de vue l'infinité des opportunités.

Il faut bien appréhender l'intérêt de l'État, sa vision, sa politique, sa stratégie de développement, et déployer son activité en adéquation avec celui-ci. Il ne faut pas partir de la prétendue difficulté du terrain pour abandonner, mais plutôt s'identifier aux multiples success-stories qui existent, et se donner toutes les chances de réussir un projet. Se donner ces chances, c'est aussi intégrer l'importance capitale du « stakeholders management » et ainsi bien s'entourer pour avoir le maximum de chances de voir son projet aboutir.

En effet, malgré la capacité financière, technologique, humaine et autres, un projet d'investissement international aura toujours beaucoup de mal à aboutir si la dimension stratégique liée à la gestion des parties prenantes est ignorée. Cela demande des analyses approfondies non seulement sur le plan macroéconomique, mais aussi géopolitique, sociologique, politique, culturel, voire même anthropologique, sachant que la base est le Droit et les Réglementations en vigueur. Dans tous les cas, un entrepreneur, un investisseur est avant tout un joueur qui n'a pas peur de miser et qui doit simplement correctement faire ses « homeworks » de manière globale, et surtout en tenant compte des réalités locales.

IC : Que pensez-vous des start-ups camerounaises et que peut-on faire pour les faire rayonner davantage, à l'heure de l'économie numérique ?

SE : Nous assistons à un boom de la start-up au Cameroun. Le marché de l'emploi étant en baisse, les jeunes camerounais se tournent majoritairement vers l'entreprenariat. Ce qui pour nous est positif en ce que nous observons là une jeunesse qui est consciente des opportunités et de son potentiel. Il y'a des choses à faire et nous pouvons les faire ; mieux, nous les faisons de plus en plus, notamment du côté de la Silicon Mountain dans le Sud-Ouest du Cameroun…

À l'ère de l'économie numérique, entendu généralement comme le commerce électronique, mais aussi la digitalisation globale de la société, dans notre contexte encore en quête d'émergence, le digital est un outil formidable pour les startups. Le numérique impacte tous les secteurs d'activités de l'économie et constitue aujourd'hui l'un des axes prioritaires de l'accélération de la croissance.

L'Etat camerounais l'a d'ailleurs bien compris et propose un encadrement de l'économie numérique. Ceci dit, les pouvoirs publics gagneraient, au-delà de l'économie numérique, à faire émerger une administration véritablement digitale. Car, l'un va difficilement sans l'autre.

Cependant, aussi futuriste, moderne et technologique que soit l'économie aujourd'hui, elle ne saurait se départir des bases de création et de fonctionnement d'une entreprise. La facilité de se déployer sur le digital fait malheureusement perdre de vue aux jeunes entrepreneurs qu'il y a des préalables légaux, règlementaires, structurels et stratégiques, qui sont les fondements de l'entreprenariat, et c'est la rigueur, la discipline et la bonne gouvernance qui permettront de maintenir et développer avec succès toute activité.

GESTION PUBLIQUE

Le Cameroun, 2e pays au monde le plus actif dans l'Open Timber Portal, plateforme web de transparence forestière

Le Cameroun est le 2e pays le plus actif au monde, avec plus de 600 utilisateurs, sur l'« Open Timber Portal » (OTP). Cette plateforme web promeut la transparence dans les activités forestières. Le pays se classe juste après les États-Unis, qui comptent près de 1900 utilisateurs, et devant le Royaume-Uni, la France, l'Italie, la Belgique, la République démocratique du Congo (RDC) et le Congo.

L'OTP centralise ces informations provenant à la fois des entreprises forestières sur la légalité de leur activité, de l'administration sur les limites officielles des titres, les documents légaux et la liste des entreprises forestières agréées, et enfin des observateurs indépendants sur les cas potentiels d'illégalités.

Élaboré par World Ressources Institute (WRI) en partenariat avec diverses organisations, l'OTP a été déployé de septembre 2018 à août 2019 au Cameroun dans le cadre du projet « Promotion et déploiement du portail Open Timber au Cameroun », financé par le l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre de son Programme FAO-UE Flegt et mis en œuvre par Field Legality Advisory Group (Flag). Dans sa mise en œuvre, ce projet a permis de rendre la plateforme opérationnelle au Cameroun en associant l'administration forestière et les entreprises dans son déploiement et son exploitation. Ce travail a conduit à l'ouverture d'une vingtaine de comptes dans l'OTP par les entreprises camerounaises et le chargement de plusieurs documents dans la plateforme. À ce jour, plus de 400 documents regroupés en 9 catégories faisant référence à plusieurs titres et à plusieurs thématiques de l'exploitation forestière sont disponibles en ligne.

Le Cameroun et l'OIT s'associent pour promouvoir l'entreprenariat jeune dans les deux régions anglophones

Le 29 septembre 2020, l'Agence de promotion des PME (APME) au Cameroun et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont signé un accord de partenariat pour le lancement au Cameroun du projet « Start and improve your business ».

Le projet, dans le cadre de sa phase pilote, sera implémenté uniquement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Son objectif, apprend-on, vise à mettre à niveau des entreprises, afin de les rendre beaucoup plus compétitives.

Concrètement, ce projet permettra au BIT de renforcer les capacités de 25 conseillers d'entreprise de l'APME en matière d'accompagnement des jeunes dans l'entrepreneuriat. Ces derniers serviront par la suite de relais auprès des jeunes promoteurs d'entreprises.

À la veille des élections régionales, le Cameroun paye six mois d'arriérés de salaires aux maires

Depuis le 21 septembre 2020, les exécutifs municipaux (maires) ayant régulièrement constitué et déposé les dossiers de rémunération au ministère de la Décentralisation et du Développement local, ont reçu un virement représentant leurs salaires des mois de mars à août 2020. L'information est révélée dans un communiqué officiel signé le 30 septembre 2020 par le ministre Georges Elanga Obam.

Par ailleurs, ce membre du gouvernement invite les exécutifs municipaux n'ayant pas reçu leur solde, bien qu'ayant déposé les dossiers y relatifs, à les compléter. De même, Georges Elanga Obam recommande à ceux n'ayant jusqu'ici déposé aucun dossier auprès des services de son département ministériel, à le faire « dans les meilleurs délais ».
Institués en 2015, les salaires des maires du Cameroun ont été payés pour la première fois en 2017. Mais, depuis lors, ces rémunérations ne sont jamais régulières. Le paiement des arriérés de mars à août 2020 survient au moment où les maires et les autres conseillers municipaux se préparent à élire les premiers conseils régionaux du pays, au cours d'un scrutin prévu le 6 décembre prochain.

La douane camerounaise a saisi des marchandises de contrebande d'environ 1 milliard FCFA au 1er semestre 2020

Au terme du premier semestre 2020, la douane camerounaise révèle que, grâce à l'opération « Halte au commerce illicite » (Halcomi), elle a procédé à la saisie des marchandises de contrebande d'environ un milliard de FCFA.
Dans le détail, l'opération Halcomi a bouclé 745 procès-verbaux qui ont généré 647,661 millions de FCFA de droits compromis ou éludés et 288,88 millions de FCFA d'amendes. Soit un total de 936,5 millions de FCFA. « En plus de ces chiffres, il convient de se réjouir du rôle que la douane joue dans le sens de la promotion du made in Cameroun et de la résilience de l'économie et des industries citoyennes face aux courants de contrebande et de contrefaçon. Les nombreuses saisies de sucre, de ciments, de textiles et de produits brassicoles et alimentaires ont ainsi soulagé des entreprises comme Sosucam, Cimencam, SABC, Guinness, Chococam, Sodecoton, etc. », se félicite la douane.

Elle ajoute qu'en matière de sécurité, Halcomi a réalisé, au cours de la période sous revue, la plus grosse saisie d'engins explosifs improvisés au Cameroun, soit 2,7 tonnes lors d'un contrôle de routine dans la région du Nord. En outre, l'opération a enregistré également des saisies importantes de stupéfiants, de produits psychotropes, de munitions et d'armes.

Le Cameroun entend mobiliser 180 milliards de FCFA sur le marché monétaire au 4e trimestre 2020

Après un léger répit, suite au succès d'un programme d'émissions de titres publics de moyen et de long terme, qui lui aura permis de lever 219,4 milliards de FCFA entre avril et juin 2020, le Trésor public camerounais annonce un nouveau programme de mobilisation des financements sur le marché monétaire, au 4e trimestre 2020.

Dans un communiqué officiel signé par Samuel Tela, le directeur de la trésorerie à la direction générale du Trésor, de la coopération financière et monétaire (DGTCFM), le ministère des Finances annonce qu'entre octobre et décembre 2020, le Cameroun ambitionne de lever une enveloppe totale de 180 milliards de FCFA sur le marché des titres publics de la Beac. La majeure partie de l'enveloppe, soit 120 milliards de FCFA au total, sera mobilisée au moyen d'émissions de titres publics de long terme. Concrètement, en octobre prochain, le pays émettra sur le marché monétaire deux obligations du Trésor assimilables (OTA), de 6 ans et 10 ans de maturité, pour lever 35 milliards de FCFA dans chacun des cas.

Une nouvelle émission d'OTA (25 milliards de FCFA), à 7 ans de maturité cette fois-ci, est prévue fin octobre, avant celle de novembre 2020. Cette dernière opération portera sur des OTA à 10 ans de maturité, pour une enveloppe de 25 milliards de FCFA. Aux 120 milliards de FCFA que le pays se propose de lever grâce à des titres de long terme, s'ajouteront 60 milliards de FCFA, qui seront mobilisés par émission de bons du Trésor assimilables (BTA), qui sont des titres de court terme. Dans le détail, le Cameroun sollicitera les investisseurs du marché monétaire chaque mois pendant trois mois, pour lever chaque fois une enveloppe de 20 milliards de FCFA par émission de BTA à 26 semaines de maturité.

Avec ce nouveau calendrier prévisionnel des opérations du Cameroun sur le marché monétaire, le pays reste fidèle à sa nouvelle logique de recentrage sur le marché monétaire pour la mobilisation des financements de moyen et de long terme, au détriment du marché financier, dont les conditions sont jugées plus rigides.

Cette nouvelle stratégie implémentée dès le 2e trimestre 2020 par le Trésor camerounais a fait des émules dans la sous-région. « Pour la première fois, depuis le lancement du marché en novembre 2011, les émissions des États ont été dominées au cours de ce trimestre par les titres longs, en l'occurrence les obligations du Trésor assimilables (OTA), qui représentent 53,6% du total des émissions », souligne la Beac dans un récent rapport sur l'évolution du marché des titres publics.

Mieux, poursuit l'institut d'émission des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, RCA, Tchad et Guinée équatoriale), cette prédominance des emprunts de long terme au 2etrimestre 2020 a même provoqué une recomposition de la structure du portefeuille de la dette des États sur le marché des titres publics. Ainsi, note la Banque centrale, ce portefeuille est désormais constitué majoritairement des titres longs (OTA), représentant 58,3 % du portefeuille global.

En effet, apprend-on, l'encours des OTA a doublé en un an, passant de 763,9 milliards de FCFA à fin juin 2019 à 1 513,4 milliards au 30 juin 2020. Dans le même temps, l'encours des BTA, lui, a progressé seulement de 14,9% sur un an, passant de 940,5 milliards de FCFA à 1 080,3 milliards de FCFA sur la même période.

Saisie de 145 cartons de vins et whiskies de contrebande dans la région du Sud du Cameroun

Les éléments de la douane camerounaise, en poste dans la région du Sud, viennent de procéder à la saisie de 145 cartons de vins et whiskies de contrebande. En effet, dans la nuit du 21 et 22 septembre 2020, les gabelous ont mis la main sur 45 cartons de whiskies non estampillés dans la localité de Kye-Ossi, frontalière à la Guinée équatoriale.

Dans le même temps, indique la direction générale de la douane dans sa newsletter hebdomadaire, 100 cartons de vins de contrebande ont été saisis par les éléments de la brigade mobile des douanes d'Ébolowa, la capitale régionale du Sud.

Ces coups de filet de la douane camerounaise sont devenus réguliers ces derniers mois, grâce à une meilleure sécurisation de l'espace économique national. En effet, pour faire face au commerce illicite et à la contrebande, qui cause d'importants manque-à-gagner aux entreprises et à l'Etat, le Cameroun a mis en place une opération spéciale baptisée « Halte au commerce illicite », en abrégé Halcomi.

FINANCE

La Camerounaise Express-Union dans le top 4 des microfinances du Gabon

Dans sa note de conjoncture du mois de septembre en cours, la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale du Gabon révèle que l'entreprise camerounaise Express Union fait partie des quatre établissements de microfinance (EMF) les plus importants du pays.
Expression Union est classé respectivement derrière les EMF gabonais suivants : Financière africaine de Micro-Projets (Finam), Loxia, filiale de BGFIBank, et Épargne et Développement du Gabon (EDG).
Ces quatre principaux établissements (Finam, Loxia, EDG et Express-Union) regroupent à eux seuls près de 95% des clients du secteur.
Même si ses parts de marché ne sont pas détaillées, Expression Union partage avec ses pairs la croissance enregistrée dans le secteur (17,9%) au premier semestre 2020. Selon la direction générale de l'Économie, la clientèle du secteur est passée de 193 790 à 228 470 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers.
Au premier semestre 2020, les fonds propres des EMF au Gabon ont augmenté de 41,8% à 11,34 milliards de FCFA, suite au respect par plusieurs EMF de la limite du capital social minimum exigé par la réglementation fixée à 300 millions de FCFA.
L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaitre une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière.
En effet, les dépôts collectés dans le pays se sont élevés à 60,1 milliards de FCFA, en hausse de 61,5%, contre 37,2 milliards de FCFA en 2019.

L'analyse par type de dépôts fait ressortir une prépondérance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total. De plus, les crédits à la clientèle se sont consolidés de 59,3% à 51,7 milliards de FCFA, corrélés au relèvement du taux de bancarisation et aux efforts d'accompagnement des besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises.

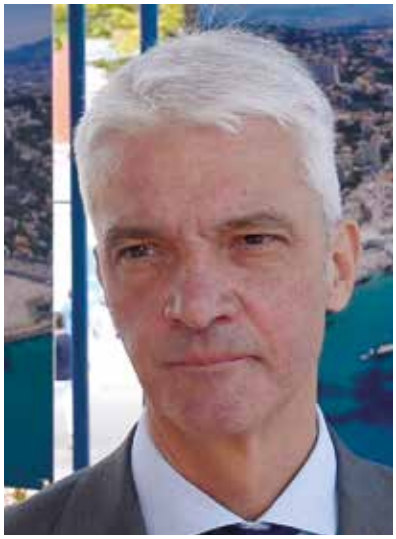
Entre 2009 et 2014, le Belge Belfius Banque a décaissé plus de 36 milliards de FCFA au bénéfice du Cameroun

36,6 milliards de FCFA, soit 55,8 millions d'euros. Telle est l'enveloppe mise à la disposition du Cameroun entre 2009 et 2014, par la Belfius Banque, un établissement financier belge, a-t-on appris lors d'une audience du nouvel ambassadeur de Belgique au Cameroun, avec le ministre de l'Économie.
Selon les informations glanées au sortir de cette rencontre, qui a eu lieu le 24 septembre 2020 à Yaoundé, la capitale camerounaise, 93% de cette enveloppe a permis de financer le programme d'investissement de la Cameroon Water Utilities (Camwater), l'entreprise publique en charge de la production et la distribution de l'eau potable.
Éric Jacquemin, le nouvel ambassadeur de Belgique, entend à la fois diversifier et booster ces investissements au cours de son mandat, de même qu'il souhaite beaucoup plus d'échanges commerciaux entre les deux pays.
Pour rappel, au cours de l'année 2019, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et la Belgique se chiffre officiellement à 284 milliards de FCFA, sur un montant global de 6 249 milliards de FCFA représentant les échanges entre le pays et le reste du monde.

Avec 52,9% des parts du marché, le banquier UBA est le premier partenaire des exportateurs de cacao au Cameroun

Au cours de la dernière campagne cacaoyère, achevée le 15 juillet 2020, onze banques commerciales installées au Cameroun ont servi d'intermédiaires entre les exportateurs de fèves de cacao et leurs clients à l'étranger, selon l'Office national du cacao et du café (ONCC).
De tous ces établissements de crédits, la filiale locale du groupe bancaire nigérian UBA s'est nettement démarquée, en se hissant au rang de premier partenaire des exportateurs du cacao dans le pays. En effet, à en croire les données de l'ONCC, 52,9% des exportations de fèves au Cameroun, en 2019-2020, ont été domiciliées à UBA Cameroun.
La filiale camerounaise du groupe panafricain Ecobank pointe à la 2e position, avec 18,4% des exportations domiciliées. Viennent ensuite le Gabonais BGFI (8,1%) et le Marocain Bicec, avec 7,9% des domiciliations.
En effet, dans le cadre des exportations du cacao et bien d'autres produits, l'acheteur et le vendeur sont représentés par deux banques commerciales qui garantissent la transaction. La banque de l'acheteur émet une lettre de crédit, dans laquelle elle s'engage à payer le vendeur lorsque tous les documents administratif et logistique de la transaction lui auront été transmis. Cette transmission est assurée par la banque du vendeur, qui s'engage par un crédit documentaire fait à son client d'assurer la bonne fin de la transaction avec l'acheteur.

Éric Jacquemin : « Je vais continuer de soutenir les investissements des entreprises belges au Cameroun »



Le nouvel ambassadeur de Belgique au Cameroun, Éric Jacquemin, a été reçu il y a quelques jours à Yaoundé, par le ministre des Finances, Louis Paul Motazé, pour faire l'état de la coopération entre les deux pays.
« Je vais continuer de soutenir les investissements des entreprises belges au Cameroun ; vous savez nous opérons dans divers secteurs notamment l'énergie, la construction des routes, l'énergie solaire et l'hydraulique. Donc, il est question de continuer de maintenir et de renforcer ces liens et de faire en sorte que les entreprises belges continuent de gagner des parts de marché dans l'intérêt bien compris de nos deux pays. C'est cela mon rôle principal », a déclaré le diplomate belge.
Si l'on s'en tient aux dernières données disponibles en l'occurrence de l'année 2019, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et la Belgique se chiffre à 284 milliards de FCFA sur un montant global des échanges du Cameroun avec le monde de 6 249 milliards de FCFA.
La balance commerciale est toutefois déficitaire en défaveur du Cameroun.
En 2019, les exportations du Cameroun principalement dirigées vers la Belgique représentent 2,6% de la valeur totale des exportations du pays et les importations en provenance de la Belgique, 5,7%

UBA Cameroun scelle un partenariat avec Global Investment Trading, leader local de la crypto monnaie

L'établissement bancaire UBA Cameroun informe qu'il a conclu un partenariat avec le leader camerounais de la crypto monnaie Global Investment Trading (GIT).
Leur domaine de partenariat concerne : la vente des cartes prépayées à double logo aux clients de GIT, la recharge desdites cartes et l'acceptation des paiements en lignes par cartes Visa et Mastercard. « UBA Cameroun décline sa responsabilité pour toutes autres activités menées par Global Investment Trading que celles susmentionnées », précise l'établissement bancaire.
Global Investment Trading est une entreprise spécialisée dans le trading. Après son site de gestion des portes feuilles « www.liyeplimal.net », destiné à ceux qui ne savent pas trader, et de son centre de formation sur le trading des crypto monnaies, l'entreprise a mis un nouveau produit destiné aux traders professionnels et amateurs : Simtrex. Bien différents de Binance, Bittrex, Yobit, etc. qui sont des produits européens et asiatiques. L'entreprise a aussi mis en ligne une plateforme de e-commerce « www.limarket.net ». Elle revendique des actifs au Cameroun, à Dubai et au Bangladesh.

AGRICULTURE

L'Adamaoua, région septentrionale du Cameroun, devient un bassin de production du cacao (ONCC)

Au cours de la campagne cacaoyère 2019-2020, qui est rentrée en gare le 15 juillet 2020, un peu plus de 82 tonnes de fèves de cacao ont été officiellement déclarées en achats, dans l'Adamaoua, l'une des trois régions septentrionales du Cameroun. Selon l'Office national du cacao et du café (ONCC), c'est la première fois que les achats de fèves sont enregistrés dans cette région, ce qui témoigne de l'existence d'une activité cacaoyère.
En effet, depuis des lustres, les populations des régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua (plus proche de la région forestière de l'Est), qui constituent la partie septentrionale du Cameroun, ne connaissent que le coton comme produit de rente. Des tentatives de diversification des cultures de rente dans cette partie du Cameroun, impulsées par la Sodecoton, avec notamment des produits tels que la gomme arabique, n'ont pas prospéré.
Les premières fèves de cacao apparaissent dans le Septentrion camerounais, au moment où le gouvernement, avec le concours de l'Institut de recherche agronomique pour le développement (IRAD), conduit dans cette partie du pays une intense campagne de promotion de la culture de l'anacarde, communément appelée noix de cajou.
Cette campagne, selon les pouvoirs publics, a pour objectif principal de sortir les populations de la dépendance au coton, culture qui, avec ses activités connexes, fait vivre plus de trois millions d'âmes dans la partie septentrionale du Cameroun, selon les chiffres de la Sodecoton. L'arrivée du cacao dans la région de l'Adamaoua, dans un contexte de baisse continue des cours mondiaux du coton, offre également une nouvelle alternative aux populations.
À en croire l'ONCC, avec la création de ce nouveau bassin de production, le cacao a été commercialisé dans huit régions sur les 10 que compte le pays (exception faite du Nord et de l'Extrême-Nord), au cours de la dernière campagne. 77,1% des fèves ont été commercialisées dans les régions du Centre et du Sud-Ouest, les deux principaux bassins de production.
Dans le détail, apprend-on officiellement, la région du Centre, avec 48,6% des parts du marché, conforte son leadership devant le Sud-Ouest (28,4%), ancien numéro un du marché, en proie à une crise socio-politique depuis fin 2016. Viennent ensuite les régions du Littoral (10,3%), du Sud (5,6%), de l'Est (3,8%), de l'Ouest (2,7%), du Nord-Ouest également en crise (0,4%) et de l'Adamaoua (0,3%).

Grâce au Fida, le Cameroun vise une production de 200 000 tonnes d'oignons en 2020

Dans le cadre de la 2e phase du projet d'appui au développement des filières agricoles (Padfa II), dont le ministère de l'Économie a signé un accord de financement (28,5 milliards de FCFA), le 25 septembre à Yaoundé, avec le Fonds international de développement (Fida), l'on a appris que le Cameroun veut booster, entre autres, la production d'oignons. Ainsi, les prévisions du Padfa II portent sur un passage d'une production totale de 140 000 tonnes en 2013 à 200 000 tonnes en 2020. Pour ce faire, les familles productrices dans les zones du projet dans l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest et l'Ouest, recevront des semences certifiées : soit 88 320 tonnes d'oignons bulbes. Les autres résultats attendus sont : l'amélioration de la conservation, la transformation et la mise en marché des productions, le renforcement de la résilience et les capacités techniques et organisationnelles des producteurs de la filière cible. Sans omettre l'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages.
Au cours de la phase I, le Padfa a permis de booster de près de 60% le revenu moyen des producteurs d'oignons. Les pertes après-récolte, initialement évaluées à 18%, ont baissé de 10% en un an. Dans le même temps, les prix des ventes collectives par les organisations paysannes, y compris les coopératives ont considérablement augmenté. Les oignons de 12 000 se vendent désormais à environ 45 000 FCFA, après quatre mois d'entreposage dans les nouveaux magasins de stockage.

Un projet pour augmenter de 80 000 tonnes la production annuelle de riz blanchi du Cameroun dès 2023

Le gouvernement camerounais et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé le 25 septembre 2020 à Yaoundé, la capitale du pays, une convention de crédit d'un montant de 28,5 milliards de FCFA (47 millions de dollars).
Le financement de cet organisme spécialisé de l'ONU est destiné à la 2e phase du Projet d'appui au développement des filières agricoles (Pafda), pour la période 2020-2026, apprend-on.
Ce projet permettra concrètement de booster la production du riz et des oignons dans quatre régions du Cameroun, à savoir le Nord, l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et l'Ouest.
Selon Hélène Misse Marigoh, la coordonnatrice nationale du Pafda, ce projet cible, à partir de la 3eannée (2023), une production de 118 000 tonnes de riz paddy supplémentaires dans le pays, pour 80 000 tonnes de riz blanchi chaque année.
À en croire la même source, ce supplément de production devrait permettre de réduire d'environ 10% le gap actuel entre la demande et la production nationales. L'objectif, à terme, étant de réduire substantiellement les importations massives de riz sur le territoire camerounais.
En effet, les exportations de cette denrée alimentaire imposent au pays l'expatriation d'environ 150 milliards de FCFA en moyenne chaque année, selon les statistiques officielles. À en croire l'Institut national de la statistique (INS), ces importations de riz (plus de 800 000 tonnes) ont atteint l'enveloppe record de 231 milliards de FCFA en 2019.

Le Cameroun a exporté 728,8 millions de m3 de bois en grumes au cours de l'année 2019

Selon les statistiques compilées par le port de Douala, dans la capitale économique du pays, et de Kribi, dans la région du Sud, le Cameroun a exporté une cargaison totale de plus de 728,8 millions de m3 de bois en grumes, au cours de l'année 2019. Ces exportations ont été effectuées alors même qu'une décision interdisant les exportations des grumes a été prise dans le pays depuis quelques années, mais a eu du mal à être appliquée jusqu'ici.

Dès janvier 2022, cette tendance devrait être inversée, avec la décision prise par les ministres en charge des Forêts du bassin du Congo, d'interdire les exportations des bois bruts. Selon les pouvoirs publics, cette interdiction vise à encourager la transformation locale, dont le corollaire est la création des emplois dans l'industrie forestière.

Selon différents rapports officiels, les principales destinations du bois camerounais dans le monde sont les pays de l'Union européenne (UE) et la Chine. À en croire des ONG de défense et de protection de l'environnement, ce pays d'Asie reçoit de plus en plus du bois en provenance du Cameroun, à cause des exigences de traçabilité du bois imposées par l'UE, dans le cadre des accords Flegt.

ENERGIES

L'Allemand Andritz Hydro intéressé par la fourniture d'équipements aux ouvrages hydroélectriques de Nachtigal et Lom Pangar

Au Cameroun, les centrales hydroélectriques en projet de Nachtigal (420 MW) et Lom Pangar intéressent la firme allemande Andritz Hydro.

Au ministère en charge de l'Économie, l'on apprend que « l'entreprise Andritz Hydro, spécialisée dans la fabrication des turbines, générateurs et autres équipements et matériels des centrales électriques, se propose de fournir divers équipements », pour ces deux centrales hydroélectriques. Des discussions entre les parties sont cours et le ministère en charge du secteur a été saisi pour étudier la question.

Sur le terrain, les deux projets visés par l'entreprise allemande ont plus ou moins évolué. En effet, Nachtigal Hydro-Power Company (NHPC), entreprise chargée de la mise en œuvre du projet hydroélectrique de Nachtigal situé à 65 km au nord-est de Yaoundé, la capitale camerounaise, a réceptionné, le 1er juillet 2020, la prise d'eau. Elle est précurseur de la construction des ouvrages définitifs dudit barrage.

Pour ce qui est de l'usine de pied (30 MW) du barrage de Lom Pangar, dans la région de l'Est du Cameroun, son taux de réalisation à fin 2019 est estimé à plus de 13%. Néanmoins, le barrage-réservoir de cet ouvrage (6 milliards de m3 d'eau), terminé depuis 2017, permet déjà la régulation du débit du fleuve Sanaga, augmentant ainsi la production de 120 MW en période d'étiage.

Entre 2021 et 2025, l'électricien Eneo vise un bénéfice net cumulé de 165 milliards de FCFA

Après des pertes en 2019 et une année 2020 qui devrait être aussi déficitaire du fait notamment de la pandémie de coronavirus, Eneo, société en charge de la distribution de l'énergie électrique au Cameroun, prévoit de réaliser un bénéfice net cumulé de près de 165 milliards de FCFA sur la période 2021-2025. Soit un bénéfice net moyen annuel de près de 33 milliards de FCFA sur cinq ans.

Pour cela, le chiffre d'affaires de l'entreprise devrait continuer à croitre pour franchir le cap de 500 milliards FCFA en 2024 et se rapprocher des 580 milliards FCFA en 2025, apprend-on d'une source proche de l'entreprise.

Une mission difficile, car pour augmenter ainsi son chiffre d'affaires, Eneo, qui fait partie du portefeuille du fonds d'investissement britannique Actis, compte sur une hausse aussi bien des consommateurs que des prix. Il faut dire que de nouveaux acteurs sont entrés dans la chaine de valeur de l'électricité et augmentent le coût de revient du kilowatt/heure.

Malgré une hausse de plus de 10% du chiffre d'affaires, l'année 2019 a été déficitaire, selon les premières estimations qui attendent d'être confirmées par les résultats de l'entreprise. Les marges ont été réduites par une augmentation des charges aussi bien fixes que variables.

L'une des causes évoquées est le retard pris dans le lancement de certains barrages qui ont nécessité d'investir dans des alternatives onéreuses. L'entreprise a aussi géré un défi fiscal qui a constitué une charge exceptionnelle non négligeable.

Le concessionnaire du service de l'électricité devra donc aussi travailler à réduire la fraude, qui fait perdre au secteur près de 60 milliards de FCFA chaque année, et les charges d'exploitation. C'est notamment pourquoi l'électricien tient à réduire la relève manuelle des index de compteurs et adopter une approche plus moderne.

Le temps est cependant en train de s'améliorer de manière durable. Eneo a amélioré sa trésorerie grâce à un paiement de l'État de 45 milliards FCFA d'arriérés dus. Une autre tranche qui peut atteindre les 30 milliards FCFA (contre 23 milliards FCFA initialement prévu) est aussi en voie de paiement. Ce qui permettra à l'entreprise d'avoir un bilan plus équilibré.

Aussi, il est prévu que le gouvernement règle la facture de la reprise par la Sonatrel des infrastructures de transport d'énergie. Rien n'est encore décidé, mais on parle d'une cagnotte qui pourrait atteindre les 45 milliards FCFA.

Même si elle a pu financer ses dépenses courantes grâce à la confiance dont elle jouit au sein du secteur bancaire local, les paiements du gouvernement ont été suffisamment significatifs pour lui donner plus de marges de manœuvre dans son ambition visant à mobiliser 100 milliards FCFA sur le marché local de la dette. Il est ainsi prévu de réduire progressivement la dette et de sortir des besoins de prêts bancaires à court terme, dès 2023.

La bonne santé d'Eneo est devenu un objectif partagé par toutes les parties prenantes. Mais la concrétisation de son ambition dépendra fortement de la discipline dans la mise en œuvre du plan d'investissement quinquennal, mais aussi de la capacité du gouvernement à honorer ses engagements, en qualité de deuxième actionnaire de référence.

Les Allemands Ossberger et Stragbag AG en négociations pour s'implanter au Cameroun

A l'occasion d'une rencontre entre la nouvelle ambassadrice de l'Allemagne au Cameroun, Corinna Fricke, et le ministre en charge de l'Économie (Minepat), Alamine Ousmane Mey, le 23 septembre à Yaoundé, révélation a été faite que des firmes allemandes désirent s'implanter au Cameroun.
« D'autres investisseurs allemands sont actuellement en négociations avec certains départements ministériels pour leur implantation dans notre pays. Il s'agit entre autres de la Société Ossberger, spécialisée dans les mini centrales hydrauliques, Stragbag, dans la construction des infrastructures routières et ferroviaires, etc. », a révélé le ministère camerounais en charge de l'Économie.
Cette administration n'a pas voulu en dire plus. Mais, l'on a appris que Ossberger est le leader mondial dans son domaine avec plus de 10 000 turbines installées dans le monde entier.
Basée à Cologne (Allemagne), Strabag AG est la filiale Strabag SE, une entreprise de construction basée en Autriche. Elle est spécialisée dans la construction et le génie civil, les infrastructures de transport, la construction de tunnels et les services liés à la construction.
La Société exerce ses activités en secteurs.
Le segment Nord-Ouest comprend les activités de construction en Allemagne, en Pologne, au Benelux et en Scandinavie, ainsi que les activités d'ingénierie au sol, d'ingénierie hydraulique et d'éoliennes offshore.
Le segment Sud-Est comprend les activités de structures ferroviaires, ainsi que les activités de construction en Autriche, Suisse, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Adriatique, Europe et Russie et pays voisin.

Le Cameroun devient l'un des quatre fournisseurs africains de gaz naturel à la Turquie

Grâce au Hilli Episeyo, unité flottante de liquéfaction du gaz naturel mise en service au large de la ville de Kribi, en 2018, le Cameroun est devenu l'un des quatre pays africains fournisseurs de gaz à la Turquie. L'information est révélée par une étude publiée par Oxford Institute of Energies Studies (OIES), sur la consommation du gaz en Turquie.
Cette étude recoupe les informations publiées par la Société nationale des hydrocarbures (SNH), le bras séculier de l'État camerounais dans l'exploration et l'exploitation pétro-gazière, qui estime à 6 262 113 millions de BTU, soit 157 924,36 tonnes, la quantité de gaz naturel liquéfié exportée par le Cameroun à fin mai 2020.
En effet, au cours de la période sous revue, à en croire cette entreprise publique, « le GNL du Cameroun, vendu à la filiale singapourienne du groupe russe Gazprom, a été livré en Inde, en Corée du Sud, au Koweït et en Turquie ».

INFRASTRUCTURES

Livraison de la route Kribi-Grand Zambi dans le Sud du Cameroun annoncée pour mars 2021

Le ministère des Travaux publics (Mintp) annonce que la route Kribi-Grand Zambi (53 km), dans le Sud du Cameroun, sera livrée en mars 2021. Pour l'heure, l'avancement global des travaux à la date du 28 septembre 2020 est de 52,34% pour les délais contractuels consommés de 86,68%. Concernant les ouvrages d'art, 114 dalots ont été achevés sur les 116 à construire. Pour ce qui concerne les ponts, six sont réalisés sur les sept que compte ce tronçon. Les terrassements sont achevés et la couche de fondation est mise en œuvre sur 38,5 km.

« Le chef de la mission de contrôle Safege Afrique centrale, Ahmadou Tejani, et HU Hao, le directeur des opérations de l'entreprise chinoise CGCOC group [en charge des travaux], fondent leur optimisme sur la disponibilité quasi acquise des matériaux destinés à l'achèvement des travaux, et la levée progressive des contraintes : les plus grandes difficultés sont pour l'instant le problème du déplacement des réseaux, celui d'expropriation, mais davantage les fortes pluies qui arrosent le département de l'Océan ralentissant sérieusement l'évolution des travaux », explique le Mintp.

La construction de cette route est financée par la Banque africaine de développement et le Budget d'investissement public à hauteur d'un peu plus de 33 milliards de FCFA. Cette infrastructure routière sur la nationale 22 vise, entre autres, à faciliter l'accessibilité du port en eau profonde de Kribi.

La société SCI-Lafleur prépare l'ouverture du tout premier manège géant (30 mètres) dans la ville de Douala

La Société commerciale immobilière-La fleur (SCI) basée dans la capitale économique du Cameroun, informe qu'elle prépare l'ouverture du tout premier manège géant dans la ville de Douala.

« Les derniers réglages sont en cours pour l'ascenseur de 30 mètres que nous déployons pour vous à B'ssadi Galleries dans le quartier de Bonamoussadi. Aux amateurs de sensations fortes : rendez-vous ce décembre [2020] », déclare la société.

Elle ajoute que ce nouveau manège est construit à « B'ssadi Galleries », le nouveau point commercial novateur situé à Bonamoussadi, une des artères les plus importantes de la ville de Douala.

Étendue sur plus de 4600 m2 sur quatre niveaux et dotée de 115 espaces de galeries marchandes complètement modulables comprises entre 8 m2 et 930 m2, « B'ssadi Galleries » est un multiplex situé à un carrefour qui regroupe commerces, services et loisirs pour tout secteur : restauration, banque, assurances, divertissement, prêt-à-porter, etc.

La société SCI-Lafleur est l'œuvre du mécène camerounais Clovis Kontche, plus connu dans le secteur de l'immobilier. Son complexe se veut un carrefour d'affaires, de shopping, de restaurants, de loisirs et divertissements à Douala 5e.

L'agence Beac d'Ébolowa, dans le Sud du Cameroun, sera livrée en 2022

Le Premier ministre du Cameroun, Joseph Dion Nguté, a procédé le 29 septembre 2020 à la pose de la première pierre de l'agence de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) d'Ébolowa, la capitale de la région du Sud du pays. Cette infrastructure, qui deviendra la 7e agence de la Beac au Cameroun, sera livrée dans 24 mois, soit en 2022, a-t-on appris.
Les travaux, dont le coût n'a pas été révélé, ont été confiés à la société Africa Corporation (Afcorp), filiale du groupe tchadien du BTP Sner. L'on se souvient que la désignation de cette entreprise comme adjudicataire du contrat en 2019 avait donné lieu à une polémique.
Pour rappel, l'entreprise camerounaise DNB International Sarl, par le truchement de son promoteur, Amadou Hamadou, avait saisi le chef de l'État camerounais pour dénoncer du favoritisme dans le cadre de l'attribution de ce contrat.
Cet entrepreneur, qui revendiquait la meilleure offre après les dépouillements, avait ouvertement accusé le gouverneur de la Beac d'avoir favorisé une entreprise de son pays. Des accusations rejetées par la Beac, qui avait officiellement indiqué que la procédure d'attribution du contrat s'était déroulée dans les règles de l'art.

INDUSTRIE

Le coronavirus contraint les raffineurs des oléagineux du Cameroun à réduire leur production de 50%

En raison de la pandémie du coronavirus, l'Association des raffineurs des oléagineux du Cameroun (Asroc) affirme qu'aucune des industries membres de son réseau ne travaille à plus de 50% de sa capacité.
Du fait du Covid-19, l'Asroc note des méventes des stocks de produits finis, les difficultés d'accéder aux marchés intérieurs et extérieurs, et le ralentissement des approvisionnements dans le circuit du marché.
En plus, à en croire l'association, le secteur connaît actuellement un déficit 160 000 tonnes d'huile de palme brute dans les industries de première transformation. Les statistiques évaluent à 360 000 tonnes la production d'huile de palme brute par an, pour une demande industrielle des agglomérées à près de 1,2 million de tonnes.
Selon le secrétaire général de l'Asroc, Jacquis Kemleu Tchabgou, « La conséquence est la nécessaire importation qui se veut conjoncturelle, pour éviter la pénurie des produits finis que sont l'huile de palme raffinée, et probablement avec le temps, le savon de ménage, tout comme le risque de l'inflation qui pourrait en découler ». Pour pallier la situation, les acteurs du secteur ont reçu quitus du gouvernement d'importer, dans les prochains jours, 70 000 tonnes d'huile de palme brute.

Au cours de la campagne 2019-2020, le Cameroun n'a transformé qu'1% de sa production de fibre de coton

Grâce à une nouvelle production record de 328 453 tonnes au cours de la campagne cotonnière 2019-2020, théoriquement achevée à la fin du mois de mai 2020, la Société de développement du coton (Sodecoton) a pu produire 138 516 tonnes de fibre après égrenage. De sources officielles, seulement 1 366 tonnes de fibres, soit un peu plus d'1% de la production totale, sont destinées à la vente locale, notamment à la Cotonnière industrielle du Cameroun (Cicam), unique entreprise du textile dans la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale).

Au total, 130 323 tonnes de fibres, représentant près de 99% de la production locale, devraient être exportées, en dépit des difficultés d'embarquement enregistrées au port de Douala, du fait des contraintes liées à la pandémie du coronavirus.

Cette faiblesse des volumes de fibres achetés localement par la Cicam, au cours de la dernière campagne cotonnière (des fois, Cicam consomme 5% de la fibre produite localement, NDLR), est consécutive non seulement aux difficultés financières auxquelles fait face cette unité industrielle publique, mais aussi aux ravages de la pandémie du Covid-19 et de la concurrence farouche des textiles importés.

En effet, malgré quelques nouveaux équipements réceptionnés en début d'année 2020, la Cicam a rencontré des difficultés de financement des investissements au cours de l'année courante, selon le rapport sur les perspectives économiques du Cameroun en 2020, produit par le ministère de l'Économie. Fort de cette contrainte, révèle la même source, l'entreprise n'a pu utiliser que 49% de ses capacités.

Cette sous-utilisation des capacités de la Cicam tient également de la crise sanitaire mondiale, qui a provoqué *« l'annulation des commandes des écrus bloqués en Chine »*, du fait du confinement dans le monde, indique le rapport du ministère de l'Économie. Toujours du fait de la crise sanitaire du Covid-19, la célébration de la fête du Travail au Cameroun, le 1ermai, a été annulée, induisant d'importantes pertes sur le chiffre d'affaires de la Cicam. Idem pour les autres fêtes et cérémonies populaires (les mesures barrières du gouvernement ont proscrit tout regroupement de plus de 50 personnes), devenues de grands moments de consommation du pagne et autres produits textiles au Cameroun.

Mais, au-delà de ces contraintes conjoncturelles, la Cicam a également souffert de certaines réalités structurelles cette année. En effet, fleuron de l'industrie du textile au Cameroun et en Afrique centrale au départ, la Cicam a progressivement piqué du nez, au point de ne contrôler quà peine 5% du marché local du textile de nos jours. La faute aux tissus importés de la Chine (88% du marché selon les officiels) et des pays de l'Afrique de l'Ouest (6%), qui inondent le marché camerounais, avec des prix très hautement compétitifs.

SERVICES

La mairie de la ville de Yaoundé se dote d'un bureau d'information touristique

Grâce à un partenariat avec l'Association des guides de tourisme camerounais, la mairie de la ville de Yaoundé, la capitale politique du Cameroun, vient de se doter d'un bureau d'information touristique, le premier du genre placé sous la direction d'une collectivité territoriale décentralisée, apprend-on.

À travers ce bureau, la mairie de la capitale camerounaise entend promouvoir ses richesses touristiques, à travers notamment l'accueil et l'information des touristes, ainsi que la production de différents supports de communication pour la promotion des sites et autres spécificités locales.

La mise en place de ce bureau d'information s'est faite en marge de la célébration de la 41eédition de la journée mondiale du tourisme, le 27 septembre 2020. Au Cameroun, cette célébration était placée sous le thème du « tourisme et le développement local ».

Tourisme ornithologique : un filon pour relancer le secteur touristique au Cameroun après le Covid-19

En collaboration avec des experts internationaux, le ministère du Tourisme et des Loisirs travaille actuellement au développement au Cameroun du tourisme de niche, a-t-on appris en prélude à la célébration de la journée mondiale du Tourisme le 27 septembre 2020. Le Cameroun et ses partenaires ciblent principalement le tourisme ornithologique, qui est l'observation des oiseaux, apprend-on.
Selon Nfouapon Alassa, directeur de la promotion du tourisme au ministère du Tourisme, l'observation des oiseaux en tant qu'activité touristique est un *« marché de plus de 120 millions de personnes »*, sur lequel le Cameroun entend capitaliser, au regard de son potentiel. En effet, de sources officiellement, le pays abrite sur son territoire environ 928 espèces d'oiseaux réparties en 76 familles.
En plus d'être un important facteur de relance de l'activité touristique pour le pays, après les ravages du Covid-19, le tourisme ornithologique, selon les experts, peut induire le développement du monde rural. « (…) Les oiseaux, on ne peut les voir que dans les zones rurales. Les observateurs vont utiliser la main-d'œuvre locale et vont laisser des devises dans les zones rurales », a confié le directeur de la promotion du tourisme au Quotidien gouvernemental, Cameroon Tribune.

CEMAC

Les pays de la Cemac ont perdu 500 milliards FCFA de recettes pétrolières au 1er trimestre 2020

La Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) vient de publier une note d'analyse sur l'exécution des finances publiques de la Cemac (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad) au terme du premier trimestre 2020.
Selon ce document, avec un cours du baril à environ 26 dollars en mi-mars contre 60 dollars en fin de 2019, les recettes des pays de la Cemac producteurs de pétrole ont connu une baisse abyssale. La chute des ressources publiques qui s'en est suivie a contraint les États à recourir aux emprunts internationaux. *« Les pays de la Cemac ont perdu environ 500 milliards de recettes pétrolières en glissement annuel au premier trimestre 2020. Les droits de douane ont toutefois connu une légère régression sur la période sous revue »*, souligne la Banque centrale.
Selon l'institution monétaire, ces pertes sont liées au fait que l'activité économique en zone Cemac a été négativement impactée par le ralentissement enregistré au niveau mondial au cours de l'année 2019 du fait des incertitudes sur les politiques publiques ; et la situation s'est aggravée avec l'arrivée de la pandémie du coronavirus vers la fin du premier trimestre 2020.
Cependant, précise la Beac, malgré la forte baisse des recettes, les dépenses quant à elles n'ont connu qu'un très léger repli. En effet, entre janvier et mars 2020, les dépenses globales ont légèrement baissé de 2461 milliards de FCFA au dernier trimestre 2019 à 2444 milliards de FCFA. Sur la même période, les dépenses en capital sont revenues de 707 milliards à 680 milliards, tandis que les dépenses courantes sont restées plus stables.

Cemac : en dépit de la récession annoncée, les conséquences du Covid-19 seront finalement moins graves que prévu

Au bout du compte, les six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) ne subiront pas les conséquences de la crise sanitaire à coronavirus, avec la même gravité qu'annoncée au départ. En effet, selon le Comité de politique monétaire (CPM) de la Beac, la banque centrale des six États susmentionnés, au 3e trimestre 2020, l'activité économique dans cette sous-région a été marquée par une reprise dans quasiment tous les secteurs d'activités. Exception faite des hôtels, des transports et du divertissement, qui « pâtissent encore des restrictions de divers ordres ».
Fort de cette reprise économique, elle-même consécutive au *« redressement des cours du pétrole »* et de la « levée progressive des mesures de confinement », le CPM de la Beac, qui s'est réuni le 30 septembre 2020 par visioconférence, annonce une certaine embellie sur les indicateurs économiques de référence en fin d'année. *« Bien que devant rester en récession en 2020, les pays de la sous-région souffriraient moins que prévu des conséquences de la pandémie de Covid-19 »*, souligne l'institut d'émission des pays de la Cemac dans le communiqué ayant sanctionné les travaux du dernier CPM.
En conséquence, au lieu d'un recul de 5,9% du taux de croissance du PIB de la sous-région, comme annoncé en juin dernier, cet indicateur devrait décrocher finalement de seulement 3,1% en 2020, mais demeurera négatif. Le taux d'inflation, lui, initialement annoncé à la hausse, à 2,5%, atteindra finalement 2,6%, apprend-on.
Dans le même temps, la dégradation des déficits budgétaire et extérieur des pays de la région devrait être moins prononcée. Ces indicateurs macroéconomiques devraient se situer respectivement à 2,6 et 4,7% du PIB, contre 4,5 et 7,3% annoncé en juin 2020, souligne la Banque centrale. Les réserves de change, elles, devraient remonter « au-dessus du seuil de trois mois d'importations des biens et services », tandis que le taux de couverture extérieur de la monnaie, lui, pourrait culminer à 69,9%, contre 67,1% en glissement annuel.
Au demeurant, malgré *« ces perspectives relativement encourageantes, la consolidation de la position extérieure de la Beac serait encore fragile en 2020, au regard des grandes incertitudes qui entourent les prévisions économiques de la sous-région »*, précise la Beac. Et de poursuivre : *« dans ces conditions, et afin de limiter les effets néfastes de la crise de Covid-19 sur les économies de la sous-région, la Banque centrale maintient inchangée l'orientation accommodante de sa politique monétaire… »*

La Beac fixe ses commissions à prélever lors des transferts hors Cemac en 2021

Abbas Mahamat Tolli (photo), le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), a signé le 22 septembre, une instruction déterminant la commission à prélever par la Banque centrale lors de l'exécution des transferts hors Cemac (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon Guinée équatoriale et Tchad).
Dans cette veine, indique le gouverneur, *« le taux de la commission à prélever par la Banque centrale lors de l'exécution des transferts sortants hors de la Cemac pour le compte des intermédiaires agréés est fixé à 0,5% hors taxe du montant »*. Cela vient en ajout du taux de commission appliqué par les établissements de crédit à leurs clients, qui ne peut excéder 1% hors taxe du montant conformément à l'instruction n° 002/GR/2019 relative à la tarification des opérations des transferts.
Par ailleurs, le taux de la commission à prélever par la Banque centrale lors des transferts sortants hors Cemac pour le compte des trésors publics nationaux et les sous participants aux systèmes et moyens de paiement détenteurs de comptes dans les livres de la Beac est fixé à 0,25% hors taxe du montant. Les directions nationales de la Beac sont chargées de la mise en œuvre de cette instruction qui prend effet à compter du 1er janvier 2021.

LE CAMEROUNAIS PIERRE NGON NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CLUSTER BÉNIN-NIGER DE BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS

Le Camerounais Pierre Ngon est depuis le 1er septembre 2020 le directeur général du cluster Bénin-Niger de Bolloré Transport & Logistics, selon une communication du groupe français Bolloré, publiée le 14 septembre. Après 20 ans de carrière au sein des différentes filiales de Bolloré Transport & Logistics en Afrique, le nouveau DG succède à Jérôme Binois. Il aura la responsabilité des activités logistiques et shipping sur les deux pays, sous la supervision du président exécutif pour le Bénin, Venance Gnigla. « C'est une grande fierté pour moi de rejoindre les équipes du cluster Bénin/Niger de Bolloré Transport & Logistics. (…) Nous allons continuer à développer les activités, offrir à nos clients des solutions compétitives et participer à la croissance socio-économique de ces deux pays magnifiques », a déclaré Pierre Ngon. Âgé de 47 ans, Pierre Ngon est un expert du transport et de la logistique. Il a occupé plusieurs fonctions financières au Cameroun avant d'être promu directeur général de Bolloré Transport & Logistics en Guinée équatoriale, en 2013, puis au Niger, en 2017.

Titulaire d'une maîtrise en sciences de gestion option finance & comptabilité, obtenue à l'université de Douala, la capitale économique camerounaise, Pierre Ngon possède une connaissance pointue du continent africain et a développé de solides compétences managériales au cours de sa carrière. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, ce cadre camerounais supervisera le développement des activités logistiques sur le corridor liant le port de Cotonou, au Bénin, au Niger.

PARTICIPEZ À L'ÉDIFICATION DU CAMEROUN DE DEMAIN

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

INVESTIR AU CAMEROUN

TOUS UNIS !